

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1895 - 30 juin 1994 - 5 F

D 1895 **AMÉRIQUE LATINE** : L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DU CONTINENT VUE PAR LES ÉTATS-UNIS

L'Amérique latine est un marché potentiel de 400 millions d'habitants. Avec les États-Unis et le Canada, c'est donc un immense marché de quelque 675 millions d'habitants. On comprend qu'à l'heure de la constitution de grands ensembles économiques à travers le monde, les États-Unis soient intéressés à promouvoir l'intégration régionale des Amériques.

Dans les années 60, la grande initiative des États-Unis en direction de l'Amérique latine avait été l' "Alliance pour le progrès", lancée par le président Kennedy pour une modernisation des pays les plus pauvres. Les résultats n'ont pas été à la hauteur des espoirs: la pauvreté de masse n'a pas reculé (cf. DIAL D 1805).

Le 26 juin 1990, le président Bush convoquait les ambassadeurs latino-américains pour leur présenter, au nom des États-Unis, son "Initiative pour les Amériques" essentiellement axée sur l'intégration économique du continent sous les couleurs du néo-libéralisme. Le lendemain, le Département du trésor publiait le document officiel de l'Initiative.

Des zones de libre échange sont déjà en fonctionnement ou en cours de constitution entre divers pays latino-américains (cf. DIAL D 1593). Après le Mexique désormais intégré dans l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), le Chili est en négociation avec les États-Unis pour une intégration similaire.

En raison de l'importance majeure du problème économique, nous donnons le texte de l'allocution du président Bush du 26 juin 1990 (version espagnole de **SEC** de juillet 1992, publication mexicaine du groupe CLASEC-Collectivo Latinoamericano de Servicios Especiales de Comunicación).

Note DIAL

INITIATIVE POUR LES AMÉRIQUES

(Intertitres de DIAL)

Nous avons assisté à une résurrection, à une marée grandissante de démocratie comme jamais auparavant dans l'histoire de notre cher hémisphère. A la seule exception de Cuba, la transition vers la démocratie arrive à son terme. Et nous pouvons tous en être émus car le jour n'est pas loin où Cuba rentrera dans le rang des démocraties mondiales, rendant ainsi les Amériques totalement libres. Sauf une exception, c'est déjà le cas.

(Libertés politiques et économie libérale)

Mais la transformation politique qui s'étend à l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes a un parallèle en matière économique. Dans toute la région, les nations rejettent les politiques économiques d'État qui étranglent le développement; elles

tournent maintenant leurs regards vers les aptitudes de la liberté de marché à permettre à notre hémisphère de mettre en oeuvre son potentiel inexploité de progrès. De nouveaux dirigeants ont fait leur apparition, forts du mandat populaire et conscients que l'avenir de l'Amérique latine repose sur des gouvernements libres. Selon les paroles du vaillant dirigeant de la Colombie, le président Virgilio Barco, la rude concurrence entre Karl Marx et Adam Smith¹ arrive à son terme avec le constat que les économies ouvertes aux marchés peuvent conduire au progrès social.

Tout indique que nous devons changer notre approche de l'interaction économique pour établir de nouveaux rapports économiques, car la prospérité dans notre hémisphère dépend du commerce et non pas de l'aide. Le nouveau plan "Initiative pour les Amériques" constitue une incitation à reconnaître de plus en plus fortement que, en Amérique latine, les réformes pour une liberté de marché sont la clé d'une croissance soutenue et de la stabilité politique.

Les trois piliers de notre initiative sont le commerce, l'investissement et la dette. Pour favoriser le commerce, je propose que nous commençons par créer une zone de libre échange recouvrant tout l'hémisphère. Pour augmenter l'investissement, je propose que nous adoptions des mesures propres à créer un flux net de capitaux vers la région. Et pour réduire le poids de la dette, je propose une nouvelle approche du problème pour la région, avec des bénéfices importants pour notre milieu ambiant.

(Les Amériques du libre échange)

Dans les années quatre-vingt, le commerce au niveau de notre hémisphère a pris du retard par rapport au rythme général de croissance du commerce mondial. La grande leçon économique de ce siècle est que le protectionnisme fait toujours obstacle au progrès et que la liberté de marché génère la prospérité.

Dans ce but, nous avons élaboré un plan de commerce en trois points pour renforcer la tendance vers des réformes en faveur du libre échange, tendance qui s'affirme de plus en plus dans les Amériques.

Le succès final du Cycle de l'Uruguay² reste la façon la plus efficace de promouvoir un échange élargi à long terme en Amérique latine et une plus grande intégration des nations latino-américaines dans le système commercial global. Pour manifester notre engagement envers nos voisins d'Amérique latine et des Caraïbes, nous nous emploierons dans les négociations du Cycle à obtenir de plus grandes réductions de taxation sur des produits particulièrement intéressants pour eux.

En second lieu, nous devons aller dans le sens de la tendance en cours sous nos yeux vers des marchés libres; et faire que notre objectif final soit un système de libre échange liant tous les pays d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud. Je tiens à annoncer aujourd'hui que les États-Unis sont prêts et disposés à passer des accords de libre échange avec d'autres marchés en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier avec les groupes de pays qui se sont déjà associés en vue d'une libéralisation du commerce. Le premier pas en ce sens est l'accord récemment annoncé de libre échange avec le Mexique³.

Troisièmement, j'ai entendu que certains pays ne sont pas encore prêts à franchir ce pas dramatique vers un large accord de libre échange. Aussi sommes-nous disposés à négocier, avec toute nation intéressée dans la région, des accords bilatéraux pour l'ouverture de marchés et pour l'établissement de liens commerciaux plus étroits.

¹ Philosophe et économiste écossais du XVIIe siècle, auteur du premier grand traité du capitalisme libéral (NdT).

² Accords du GATT dont l'acte final sera signé à Genève le 15 décembre 1993, paraphé à Marrakech le 15 avril 1994, pour une entrée en vigueur le 1er janvier 1995 (NdT).

³ L'Accord de libre échange nord-américain (ALENA) signé entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, est entré en vigueur le 1er janvier 1994 (NdT).

Ce type d'accords existe déjà avec le Mexique et la Bolivie. De tels accords bilatéraux nous permettront d'avancer pas à pas vers la suppression des barrières qui font obstacle au commerce et vers la réalisation de notre objectif final de libre échange. C'est là une technique de croissance accrue et de niveau de vie plus élevé en Amérique latine; ici, aux États-Unis, c'est le moyen d'obtenir de nouveaux marchés pour ces produits nord-américains et davantage d'emplois pour les travailleurs nord-américains.

(L'investissement)

L'encouragement au libre échange n'est que l'un des trois éléments essentiels de notre "Initiative pour les Amériques". Le deuxième élément, notre deuxième pilier, est l'accroissement de l'investissement. Il existe aujourd'hui une concurrence féroce pour obtenir des capitaux. Pour celui qui veut recevoir davantage d'investissements, la clé est la compétitivité, le changement des conditions qui découragent les investisseurs nationaux et étrangers, la réduction des réglementations et la suppression de toutes les barrières administratives qui font obstacle aux aspirations des chefs d'entreprise en Amérique latine.

Une réforme de la législation sur l'investissement est nécessaire si l'on veut faciliter l'implantation de nouvelles entreprises et permettre aux investisseurs internationaux de prendre part aux marchés latino-américains et d'en tirer profit. Pour encourager la réforme de la législation sur l'investissement, les États-Unis sont disposés à prendre les mesures suivantes.

En premier lieu, les États-Unis collaboreront avec la Banque interaméricaine de développement (BID) pour l'élaboration d'un nouveau programme de crédits en faveur des nations qui prendraient des mesures significatives pour une suppression des obstacles à l'investissement international. La Banque mondiale pourra également prendre part à cet effort. En second lieu, nous proposons la création d'un nouveau fonds d'investissement pour les Amériques. Ce fonds, géré par la BID, pourra proposer par an jusqu'à 300 millions de dollars d'affectations dans les pays pratiquant des réformes sur l'investissement dans le sens de l'économie de marché et des privatisations.

(Réduire le poids de la dette)

Pour créer le climat de confiance nécessaire à de nouveaux investissements, nous devons faire porter nos efforts sur une réduction du poids de la dette. Tel est le troisième pilier de notre "Initiative pour les Amériques".

Comme concrétisation de notre stratégie sur la dette, nous proposons que la BID joigne ses efforts et ses ressources à ceux du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour obtenir une réduction de la dette de l'Amérique latine et des Caraïbes envers les banques commerciales. Comme dans le cas de la Banque mondiale et du FMI, les fonds de la BID doivent être affectés directement en fonction des réformes économiques.

Au titre d'élément clé face au problème de la dette de la région, je propose une nouvelle et importante initiative pour réduire la dette officielle de l'Amérique latine et des Caraïbes envers les États-Unis, en faveur des pays qui adoptent de vastes programmes de réforme de leurs économies et de leur législation sur l'investissement, avec l'aide des institutions internationales. Nous lancerons également un appel en faveur de la création de fidéicommissaires pour la protection de l'environnement, et cela par conversion en actifs libellés en monnaie locale des créances de la dette restructurée envers les États-Unis; les fonds ainsi constitués seront destinés au financement de projets de protection de l'environnement dans les pays débiteurs.

Pour un nombre grandissant de nos pays voisins, la nécessité des réformes pour un libre marché est évidente. Ces nations ont besoin d'espace économique pour agir et légiférer en matière de réformes audacieuses. Notre initiative sur la dette officielle est une réponse en ce sens; elle est une issue face à la charge écrasante de la dette qui retarde les réformes.

Je sais qu'il existe une certaine inquiétude sur la question de savoir si les changements révolutionnaires dont nous avons été les témoins l'année dernière en Europe de l'Est vont détourner notre attention de l'Amérique latine. Je tiens à vous assurer, à vous tous réunis ici et aujourd'hui, comme je l'ai assuré à de nombreux dirigeants démocratiques en Amérique centrale, en Amérique du Sud, aux Caraïbes et au Mexique, que les États-Unis ne perdront aucunement de vue les immenses défis et les grandes chances qui existent ici-même, dans notre hémisphère.

Notre objectif c'est une société faite de coopération plus étroite entre les Amériques et avec nos amis d'Europe et d'Asie.

Le vaste plan que je viens d'ébaucher est une nouvelle preuve que les États-Unis parlent sérieusement de l'établissement de nouvelles relations avec leurs voisins d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous sommes disposés à jouer un rôle actif, en ce moment critique, pour que notre hémisphère soit le premier dans toute l'histoire à être totalement libre.

(Traduction DIAL sur la version espagnole de la revue **SEC**)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441